

L'alliance des professeurs fera de 1987-1988 l'année du français dans les écoles de Montréal

Lorraine Page

Number 67, October 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/45321ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Page, L. (1987). L'alliance des professeurs fera de 1987-1988 l'année du français dans les écoles de Montréal. *Québec français*, (67), 42-42.

L'ALLIANCE

DES PROFESSEURS

FERA DE 1987-1988

L'ANNÉE DU FRANÇAIS

DANS LES ÉCOLES

DE MONTRÉAL

Iorraine pagé

Au mois d'avril dernier, l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal annonçait qu'elle ferait de 1987-1988 l'année du français dans les écoles de la métropole.

Pour qui donc le principal — et le doyen — des syndicats d'enseignants du Québec se prend-il en « décrétant » une telle mesure ? Après tout, il n'est ni Gouvernement, ni Commission scolaire, ni détenteur de pouvoir dans le domaine de l'éducation.

Certes, l'Alliance ne détient pas de *pouvoir*. Elle fait cependant *autorité* dans plus d'un domaine. De par son caractère largement représentatif de ses membres, de par son poids, de par son influence et de par sa tradition, l'Alliance n'est pas vraiment un syndicat comme un autre. Son champ d'intervention, c'est l'ensemble des intérêts de ses membres sur tous les plans : économique, professionnel, culturel, social, national. Et ses initiatives ne s'encombrent pas nécessairement de « ce qui se fait » ou de « ce qui ne se fait pas ». Un an plus tôt, en avril 1986, n'a-t-elle pas publié un « Livre vert » sur l'enseignement en milieu urbain qu'elle a soumis à la consultation publique ? Là encore, elle innovait. Après avoir vainement réclamé pendant des années un énoncé de politique gouvernementale sur la question, elle s'est tout simplement substituée au ministère de l'Éducation. « La politique ne viendra pas de Québec. Soit. Elle viendra donc de l'Alliance », disait-elle alors. Aussitôt dit, aussitôt fait.

Au cours des deux dernières années, ce ne sont pas les sujets d'intervention qui lui ont manqué : de l'avenir du Vieux-Port de Montréal à la réforme des structures scolaires en passant par l'éducation interculturelle, les liens entre l'École et la Ville, l'enseignement en milieux socio-économiquement faibles, les bibliothèques scolaires et leur avenir, l'éducation

à la paix, les valeurs que véhicule l'école, l'enseignement privé et son financement, l'égalité des chances. Elle a occupé une place prépondérante aux États généraux sur la qualité de l'éducation comme sur le terrain de la négociation nationale des enseignants, et conclu, dans le délai qu'elle s'était imparti, sa négociation locale avec la CÉCM. Elle a fait valoir ses positions sur les enjeux majeurs à l'occasion et dans le cadre des élections municipales et scolaires. Mais surtout, elle a ancré les questions pédagogiques et professionnelles non seulement dans ses discours mais aussi dans sa pratique syndicale.

Et la langue de chez nous

Dans cet esprit, l'Alliance a donc été à l'avant-garde de la lutte linguistique au Québec. Parce que le français est notre langue nationale, bien sûr, mais davantage parce qu'à titre d'enseignantes et d'enseignants nous avons un rôle primordial à jouer pour sa défense, sa promotion et son rayonnement. Et que c'est, tout compte fait, notre instrument de travail. Celles et ceux qui s'étonneront de voir l'Alliance membre à part entière du Mouvement Québec français alors que la CEQ à laquelle elle est affiliée y est aussi présente ne seront étonnés de la présumée incongruité que s'ils ignorent que l'Alliance est un membre fondateur du MQF et qu'elle y était donc avant même sa Centrale dans laquelle elle occupe d'ailleurs une place à part. Un peu comme la Société Saint-Jean Baptiste de Montréal au sein du Mouvement national des Québécois qu'elle a également précédé au MQF.

Coincidence ou fatalité, l'analogie entre l'Alliance et la SSJBM ne s'arrête pas là. Les deux organismes « régionaux-d'envergure-nationale » ont dû attendre le milieu des années quatre-vingt avant de voir une première femme accéder à leur présidence et cela, à quelques semaines d'intervalle.

Montréalité oblige, l'Alliance a été particulièrement vigilante au plan linguistique. Intervenante de premier plan dans le dossier des « illégaux » de la loi 101, elle a préconisé une solution humaine mais résolument québécoise à ce problème délicat et sensible s'il en est. Elle a mené la lutte au projet de loi d'amnistie inconditionnelle du gouvernement Bourassa. Elle a poussé le premier cri d'alarme face à la ré-anglicisation de la métropole. Elle a été au premier rang de la lutte à l'enseignement prématuré de l'anglais aux enfants du premier cycle du primaire. Elle a traqué et dénoncé sans relâche les manœuvres anti-francophones des commissions scolaires protestantes. Elle est intervenue vigoureusement sur les accords du Lac Meech et sur les politiques québécoises d'immigration devant des commissions parlementaires.

Ayant placé la défense et la promotion de la langue française en tête de ses préoccupations, c'est donc le plus naturellement du monde et presque par réflexe spontané que l'Alliance a réagi (et agi) devant les craintes exprimées quant à la détérioration de l'apprentissage de notre langue. L'an prochain dans les établissements scolaires de la métropole, il y aura des débats, des projets pédagogiques, des initiatives, des concours, des efforts, des échanges. C'est à une vaste entreprise de revalorisation et de raffermissement du français que sont conviés les enseignantes et les enseignants.

1987-1988 sera l'année du français dans les écoles de Montréal.